

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Affaires économiques, le 28 décembre 1992, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté ministériel "fixant les conditions d'aptitude physiques auxquelles doivent satisfaire les candidats aux fonctions d'officier judiciaire, de chef de laboratoire de police technique et scientifique, de chef du service des télécommunications, d'agent judiciaire, d'opérateur de laboratoire et d'électrotechnicien", a donné le 30 décembre 1992 l'avis suivant:

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 28 december 1992 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Economische Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot vaststelling van de vereisten inzake lichamelijke geschiktheid waaraan de kandidaten voor betrekkingen van gerechtelijke officier, chef van een laboratorium voor technische en wetenschappelijke politie, hoofd van de dienst telecommunicatie, gerechtelijk agent, operateur van een laboratorium en electrotechnicus van de dienst telecommunicatie moeten voldoen", heeft op 30 december 1992 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

"In het kader van de verhoogde inspanningen op het vlak van de technische en wetenschappelijke politie waartoe de Regering heeft beslist, en rekening houdend met de toegestane uitbreiding van de betreffende personeelsformatie, moet op basis van de nieuwe wervingsvoorwaarden, waaronder de gewijzigde vereisten inzake lichamelijke geschiktheid die in het ontwerp dat voorligt zijn opgenomen, zo snel mogelijk tot de organisatie van een vergelijkend wervingsexamen van agent-laboratoriumoperateur worden overgegaan".

Observation préalable.

L'arrêté en projet n'abroge que partiellement l'arrêté ministériel du 25 juillet 1956 instituant une commission médicale et fixant les conditions d'aptitude physique auxquelles doivent satisfaire les candidats aux fonctions d'officier et d'agent judiciaires. Il laisse subsister le titre Ier de cet arrêté (1), qu'il entend d'ailleurs rendre applicable aux candidats aux fonctions de chef de laboratoire de police technique et scientifique, de chef du service des télécommunications, d'opérateur de laboratoire et d'électrotechnicien du service des télécommunications.

(1) A l'exception de l'article 15.

Le titre Ier de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1956 institue une commission médicale dont les missions se rapportent à la vérification du respect des conditions fixées par les titres II et III de cet arrêté. Or, l'arrêté en projet abroge précisément les titres II et III de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1956.

Plutôt que de laisser subsister en partie l'arrêté ministériel du 25 juillet 1956 - arrêté qui, au demeurant, se fonde sur une réglementation aujourd'hui abrogée (2) - il serait préférable d'abroger entièrement cet arrêté et d'insérer dans l'arrêté en projet, moyennant les adaptations requises, les dispositions formant actuellement les articles 1er à 14 de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1956.

Examen du projet.

Intitulé.

L'intitulé serait mieux rédigé comme suit :

"Arrêté ministériel déterminant les conditions d'aptitude physique requises pour l'exercice des fonctions d'officier ou d'agent judiciaire, de chef ou d'agent opérateur de laboratoire de police technique et scientifique, et de chef ou d'électrotechnicien du service des télécommunications de la police judiciaire près les parquets".

(2) Il est basé sur l'arrêté royal du 7 mai 1921 qui porte organisation de la police judiciaire des parquets, arrêté abrogé par l'arrêté royal du 25 novembre 1991.

Préambule.

Alinéa 1er.

Il convient de le rédiger comme suit :

"Vu la loi du 7 avril 1919 instituant des officiers et agents judiciaires près les parquets, modifiée par les lois des 21 août 1948, 6 juillet 1964, 27 mars 1969, 2 décembre 1982 et 18 juillet 1991, et par l'arrêté royal du 5 août 1991;"

Alinéas 2, 3 et 4.

Il convient de viser les trois arrêtés royaux dans leur ordre chronologique :

- d'abord celui du 13 février 1985 (alinéa 4);
- ensuite, celui du 17 octobre 1991 (alinéa 3);
- enfin, celui du 25 novembre 1991 (alinéa 2).

Les actuels alinéas 2 et 4 doivent donc être intervertis.

Alinéa 2 (devenant l'alinéa 4).

Il y a lieu de viser les dispositions particulières comme suit : "... , notamment l'article 1er, alinéa 1er, 6° et 7°, l'article 2 et l'article 8, alinéas 1er à 3;"

.../...

Alinéa 3.

Il faut écrire :

"Vu l'arrêté royal du 17 octobre 1991 relatif aux laboratoires de police technique et scientifique, notamment l'article 10, modifié par l'arrêté royal du 25 novembre 1991;".

Alinéa 4 (devenant l'alinéa 2).

La fin doit en être corrigée comme suit : "... , notamment l'article 6, alinéa 1er, 5° et l'article 7;".

Alinéa 5.

Si l'observation préalable était suivie, l'arrêté ministériel du 25 juillet 1956 ne devrait pas être visé au préambule. Dans le cas contraire, l'abrogation partielle de cet arrêté ministériel devrait être regardée comme une modification; l'alinéa 5 devrait donc être maintenu, mais il serait alors inadéquat de viser les articles 16 et 17; dans ce cas, il suffirait de préciser, après le rappel de l'intitulé : "... , modifié par les arrêtés ministériels des 16 mai 1980 et 4 avril 1984;".

.../...

Alinéas 6 et 7.

L'article 4, 2^o et 3^o, du projet abroge intégralement les deux arrêtés ministériels cités dans ces alinéas; ils ne doivent donc pas être visés au préambule.

Dispositif.Article 1er.

Subsidiairement à l'observation préalable ci-dessus, on notera que l'intitulé de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1956 est inexactement cité dans le texte français.

Il faut écrire : "... fixant les conditions" et non "... des conditions" et "d'agent judiciaires".

Le texte néerlandais dudit intitulé devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 2.

Au 2^o et au 4^o, il faut écrire dans le texte français : "robustesse" et non "robusticité", ce dernier substantif étant inconnu des dictionnaires.

Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 3.

1. Il n'est pas d'usage de diviser un article en paragraphes lorsqu'aucun de ceux-ci ne comporte au moins deux alinéas.

2. Le texte néerlandais du paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Au paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, il serait plus correct d'écrire dans le texte français : "Elles sont notées ..." (et non "cotées").

En outre, le texte néerlandais du même paragraphe devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 4.

1. Le texte néerlandais de la phrase liminaire devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Sous réserve de l'observation préalable, le 1^o doit, en tout cas, être rédigé comme suit : "... aux fonctions d'officier et d'agent judiciaires, modifié par les arrêtés ministériels des 16 mai 1980 et 4 avril 1984;".

.../...

3. Le texte néerlandais du 2º devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

4. Au 3º, l'intitulé français exact de l'arrêté ministériel du 11 décembre 1990 s'achève comme suit : "... aux fonctions de chef et d'opérateur de laboratoire de police scientifique".

5. Le texte néerlandais dudit intitulé devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Observation finale.

D'une façon générale, le texte néerlandais du projet est susceptible d'amélioration. A titre d'exemple, certaines propositions de texte ont été faites dans le présent avis. L'annexe nº 1 devrait, du point de vue d'un meilleur usage de la langue néerlandaise, également être revue.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"In het kader van de verhoogde inspanningen op het vlak van de technische en wetenschappelijke politie waartoe de Regering heeft beslist, en rekening houdend met de toegestane uitbreiding van de betreffende personeelsformatie, moet op basis van de nieuwe wervingsvoorwaarden, waaronder de gewijzigde vereisten inzake lichamelijke geschiktheid die in het ontwerp dat voorligt zijn opgenomen, zo snel mogelijk tot de organisatie van een vergelijkend wervingsexamen van agent-laboratoriumoperateur worden overgegaan".

Voorafgaande opmerking.

Het ontworpen besluit heft het ministerieel besluit van 25 juli 1956 tot instelling van een geneeskundige commissie en tot vaststelling van de vereisten inzake lichamelijke geschiktheid waaraan de kandidaten voor betrekkingen van gerechtelijk officier en agent moeten voldoen, slechts gedeeltelijk op. Het behoudt titel I van dat besluit (3), welke titel het trouwens toepasselijk beoogt te verklaren op de gegadigden voor betrekkingen van chef van een laboratorium voor technische en wetenschappelijke politie, hoofd van de dienst telecommunicatie, laboratorium-

(3) Met uitzondering van artikel 15.

operator en elektrotechnicus van de dienst telecommunicatie.

In titel I van het ministerieel besluit van 25 juli 1956 wordt een geneeskundige commissie opgericht met als taak na te gaan of de voorwaarden die zijn vastgesteld in de titels II en III van dat besluit worden nagekomen. Nu heft het ontworpen besluit bepaaldelijk titel II en titel III op van het ministerieel besluit van 25 juli 1956.

Veeleer dan het ministerieel besluit van 25 juli 1956 gedeeltelijk te behouden - welk besluit overigens steunt op een regeling die thans is opgeheven - (4) zou het verkieslijk zijn dat besluit geheel op te heffen en in het ontworpen besluit, met de vereiste aanpassingen, de bepalingen in te voegen die thans de artikelen 1 tot 14 van het ministerieel besluit van 25 juli 1956 vormen.

Onderzoek van het ontwerp.

Opschrift.

Het zou beter zijn het opschrift als volgt te redigeren :

"Ministerieel besluit tot vaststelling van de vereisten inzake lichamelijke geschiktheid voor het vervullen van de

(4) Het steunt op het koninklijk besluit van 7 mei 1921 houdende inrichting van de gerechtelijke politie bij de parketten, welk besluit is opgeheven bij het koninklijk besluit van 25 november 1991.

betrekkingen van gerechtelijk officier of agent, hoofd of agent-operateur van een laboratorium voor technische en wetenschappelijke politie, en hoofd of elektrotechnicus van de dienst telecommunicatie van de gerechtelijke politie bij de parketten".

Aanhef.

Eerste lid.

Het lid dient als volgt te worden gesteld :

"Gelet op de wet van 7 april 1919 tot instelling van gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten, gewijzigd bij de wetten van 21 augustus 1948, 6 juli 1964, 27 maart 1969, 2 december 1982 en 18 juli 1991, en bij het koninklijk besluit van 5 augustus 1991;".

Tweede, derde en vierde lid.

De drie koninklijke besluiten behoren in chronologische volgorde te worden vermeld :

- eerst dat van 13 februari 1985 (vierde lid),
- vervolgens dat van 17 oktober 1991 (derde lid),
- ten slotte dat van 25 november 1991 (tweede lid).

.../...

Het huidige tweede en vierde lid moeten dus onderling van plaats worden verwisseld.

Tweede lid (dat het vierde lid wordt).

Naar de bijzondere bepalingen moet als volgt worden verwezen : "..., inzonderheid op artikel 1, eerste lid, 6° en 7°, op artikel 2 en op artikel 8, eerste tot derde lid;".

Derde lid.

Men schrijve :

"Gelet op het koninklijk besluit van 17 oktober 1991 betreffende de laboratoria voor technische en wetenschappelijke politie, inzonderheid op artikel 10, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 november 1991;".

Vierde lid (dat het tweede lid wordt).

Het slot moet als volgt worden verbeterd :

"..., inzonderheid op artikel 6, eerste lid, 5°, en op artikel 7;".

.../...

Vijfde lid.

Indien op de voorafgaande opmerking wordt ingegaan zou in de aanhef niet moeten worden verwezen naar het ministerieel besluit van 25 juli 1956. In het tegenovergestelde geval zou de gedeeltelijke opheffing van dat ministerieel besluit moeten worden beschouwd als een wijziging; het vijfde lid zou dus moeten worden gehandhaafd, maar dan zou het niet deugdelijk zijn te verwijzen naar de artikelen 16 en 17; in dat geval zou het volstaan na de vermelding van het opschrift toe te voegen : "... , gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 16 mei 1980 en 4 april 1984;".

Zesde en zevende lid.

In artikel 4, 2° en 3°, van het ontwerp worden de twee in die leden aangehaalde ministeriële besluiten in hun geheel opgeheven; er dient dus in de aanhef niet naar te worden verwezen.

Bepalend gedeelte.Artikel 1.

Aanvullend aan de hierboven gemaakte voorafgaande opmerking wordt erop gewezen dat het opschrift van het ministerieel besluit van 25 juli 1956 in de Franse tekst verkeerd is geciteerd.

.../...

Men schrijve : "... fixant les conditions" en niet "... des conditions" en "d'agent judiciaires".

Ook het Nederlandse opschrift van hetzelfde besluit is verkeerd geciteerd. Men schrijve :

"Ministerieel besluit tot instelling van een geneeskundige commissie en tot vaststelling van de vereisten inzake lichamelijke geschiktheid waaraan de kandidaten voor betrekkingen van gerechtelijk officier en agent moeten voldoen".

Artikel 2.

In 2º en 4º schrijve men in de Franse tekst : "robustesse" en niet "robusticité", aangezien laatstgenoemd substantief niet in de woordenboeken staat.

In de Nederlandse tekst van het artikel schrijve men "gerechtelijk officier" in plaats van "gerechtelijke officier", "gerechtelijk agent" in plaats van "gerechtelijke agent", "elektrotechnicus" in plaats van "electrotechnicus", "gezichtsscherpte" in plaats van "gezichtsscherpten", "door middel van" in plaats van "bij middel van", "test" in plaats van "proef", "slagen voor" in plaats van "slagen in", "gegadigden" in plaats van "kandidaten". Voorts moet de meervouds-s in uitdrukkingen zoals bijvoorbeeld "30 decibels" vervallen en schrijve men "30 decibel", enz.

.../...

Artikel 3.

1. Het is niet gebruikelijk een artikel in te delen in paragrafen wanneer die niet uit ten minste twee leden bestaan.

2. In de eerste paragraaf, die het eerste lid wordt, schrijve men "een in artikel 2 bedoelde betrekking ...".

3. In de tweede paragraaf, die het tweede lid wordt, zou het beter zijn in de Franse tekst te schrijven : "Elles sont notées ..." (en niet "cotées").

Voorts schrijve men "nadere regels" in plaats van "modaliteiten".

Artikel 4.

1. In de inleidende volzin schrijve men : "Opgeheven worden" en niet "Worden opgeheven".

2. Onder voorbehoud van de voorafgaande opmerking moet 1º in ieder geval als volgt worden gesteld : "... ministerieel besluit van 25 juli 1956 tot instelling van een geneeskundige commissie en tot vaststelling van de vereisten inzake lichamelijke geschiktheid waaraan de kandidaten voor

.../...

betrekkingen van gerechtelijk officier en agent moeten voldoen, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 16 mei 1980 en 4 april 1984;".

3. In 2º schrijve men, overeenkomstig het juiste opschrift van het ministerieel besluit, "tot instelling van een geneeskundige commissie ...".

4. In 3º eindigt het juiste Franse opschrift van het ministerieel besluit van 11 december 1990 als volgt : "... aux fonctions de chef et d'opérateur de laboratoire de police scientifique".

5. Evenzo schrijve men overeenkomstig het juiste Nederlandse opschrift : "... laboratoriumchef en operator van een laboratorium ...".

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst van het ontwerp is doorgaans voor verbetering vatbaar. Bij wijze van voorbeeld worden in dit advies een aantal tekstvoorstellen gedaan. Ook de bijlage nr. 1 zou uit het oogpunt van een beter taalgebruik moeten worden herzien.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : P. TAPIE,
de Heren :

Y. BOUCQUEY,
Y. KREINS,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

premier président,
eerste voorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. J.-L. PAQUET, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. J.-L. PAQUET, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

P. TAPIE.